

[Text]

countries, which I suppose have no significant banking-lending capacity of their own.

In other words, the lending relationship is a one-way street. We lend to them, we take interest from them, whether it is the government, in which case much or all of the interest is being forgiven, or our banks, in which case I understand there is no forgiveness envisaged at all. This raises the question as to whether it is possible with the general scale, the general ballpark of our aid, to undo the debt damage that is being done by interest rates as high as real interest rates of 7%. Or are we merely indirectly with our ODA feeding our own banks by putting the money in there so that the banks can take it out with 7% real interest rates? Has the government some approach to that problem?

**Mme Landry:** Il faut tout de suite préciser que, depuis 1986, tous les montants qui sont versés aux pays du Tiers monde dans le cadre des programmes de l'ACDI sont des dons. C'est une autre mesure que nous avons prise afin de ne pas ajouter à la dette des pays du Tiers monde. Il est très important de dire que toutes les sommes versées dans le cadre des programmes administrés par l'ACDI, que ce soit dans le cadre de l'aide bilatérale ou des autres programmes, sont maintenant des dons, ce qui veut dire qu'on n'ajoute plus au fardeau de la dette des pays.

• 1610

Quant à la part de la Société pour l'expansion des exportations, bien sûr, il y a un taux d'intérêt. Par contre, il y a souvent une part de concessionnalité qui est ajoutée. Les pays sont conscients du fait que, quand il s'agit d'initiatives orientées vers le commerce, il y a une dette qui s'accumule.

Aujourd'hui, on parle de l'effacement de la dette, surtout en regard des budgets d'aide publique au développement et de l'ACDI. Comme je vous l'ai expliqué tout à l'heure, tout cela est maintenant fait sous forme de dons, ce qui n'ajoute vraiment rien à la dette des pays du Tiers monde.

**Mr. Heap:** Madam Minister, I am concerned about the possibility, if not the likelihood, that what we and the other countries give, even with concessionary rates, even at zero interest and even with grants, in raw amount may not counterbalance what is being taken out by our banks in the commercial loans. If the banks continue to take real interest rates from those people at 7%, it may be that our aid efforts will never enable those people to catch up to the point where they can operate in the black, as everybody would like to do. It may therefore be that the aid program itself prolongs the time of decline and deterioration of their economy but does not in fact stop its downward movement. I am wondering if you have any comment on that prospect.

**Mrs. Landry:** My comment would be that as much as we are all concerned about the debt burden of those

[Translation]

constituerait un fardeau extraordinaire pour des pays comme ceux de l'Afrique subsaharienne qui, en toute probabilité, n'ont pas de banques nationales auxquelles il peuvent s'adresser.

En d'autres mots, la relation de prêt est une voie à sens unique. Nous leur prêtons de l'argent; nous prélevons des intérêts. Dans le cas du gouvernement, une bonne partie des intérêts, sinon tous, sont remis; dans le cas des banques canadiennes, je crois qu'il n'y a aucune possibilité de remise. La question qui se pose alors est de savoir s'il est possible, compte tenu de l'importance de l'aide, de réparer les dommages occasionnés par des taux d'intérêt aussi élevés que le taux d'intérêt réel de 7 p. 100. Notre aide publique au développement sert-elle tout simplement à remplir les coffres de nos banques qui prélèvent un taux d'intérêt réel de 7 p. 100? Le gouvernement a-t-il une solution à ce problème?

**Mrs. Landry:** I would like to point out that, since 1986, all amounts paid to Third World countries under CIDA programs have been gifts. That is another step the government has taken in order not to add to the debt of Third World countries. It must be said, that all of the monies paid under programs administered by CIDA, be they bilateral assistance or other programs, are now considered to be gifts so as not to add to the debt burden of the countries concerned.

The Export Development Corporation's share does, of course, involve an interest rate. However, it is often concessionary. The countries involved are aware of the fact that trade initiatives mean running up a debt.

We are now talking about forgiving the debt, particularly in regard to official development assistance and CIDA funds. As I explained to you earlier, this is now being done in the form of gifts so as not to increase the debt burden of Third World countries.

**M. Heap:** Madame la ministre, je m'inquiète de la possibilité, pour ne pas dire la probabilité, que l'argent fourni par le Canada et par d'autres pays, même à des taux concessionnaires, ou sans intérêt ou encore sous forme de subventions, ne contrebalance pas les montants retirés par nos banques en vertu de prêts commerciaux. Si les banques continuent d'imposer un taux d'intérêt réel de 7 p. 100 à ces pays, il se peut que ceux-ci ne puissent jamais arriver à boucler leur budget malgré toute l'aide qu'on leur donne. Il se pourrait donc que le programme d'aide ne fasse qu'étirer le déclin et l'effondrement de leur économie sans pour autant les stopper. Auriez-vous un commentaire à faire à cet égard?

**Mme Landry:** Je dirais que malgré tout le souci que nous avons pour le fardeau de la dette de ces pays, je crois